L'Église territoriale dans l'ère de l'État-nation

La création d'une Église luthérienne pour l'Alsace-Lorraine (1870-1918)

*The Territorial Church in the Age of the Nation-State: Creating a Lutheran
Church for Alsace-Lorraine (1870-1918)*

*Die Landeskirche im Zeitalter des Nationalstaates: Die Bildung einer
lutherischen Landeskirche für das Reichsland Elsaß-Lothringen (1870-1918)*

Anthony J. Steinhoff

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2591>

DOI : 10.4000/alsace.2591

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 7 novembre 2017

Pagination : 185-204

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Anthony J. Steinhoff, « L'Église territoriale dans l'ère de l'État-nation », *Revue d'Alsace* [En ligne], 143 | 2017, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 24 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2591> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2591>

Ce document a été généré automatiquement le 24 mars 2020.

Tous droits réservés

L'Église territoriale dans l'ère de l'État-nation

La création d'une Église luthérienne pour l'Alsace-Lorraine (1870-1918)

The Territorial Church in the Age of the Nation-State: Creating a Lutheran Church for Alsace-Lorraine (1870-1918)

Die Landeskirche im Zeitalter des Nationalstaates: Die Bildung einer lutherischen Landeskirche für das Reichsland Elsaß-Lothringen (1870-1918)

Anthony J. Steinhoff

- 1 L'une des conséquences marquantes de la Réforme a été la destruction de la chrétienté en tant qu'unité politique, religieuse et territoriale en Europe¹. La paix d'Augsbourg, signée en 1555, a contribué de manière capitale à ce processus avec la reconnaissance juridique de la religion luthérienne, légalisant ainsi la division du Saint-Empire en zone catholique et zone luthérienne. Plus encore, en tant que mouvement local et régional, la Réforme n'a pas mené à la construction d'une seule Église luthérienne, mais a contrario à la fondation de tout un ensemble d'Églises luthériennes territoriales, dans lesquelles le souverain territorial (prince, magistrat, etc.) agit comme *summus episcopus*. Le principe de « *cuius regio, eius religio* » de la paix d'Augsbourg confirme ce développement et le fixe comme base de l'organisation ecclésiastique dans l'Empire jusqu'à la signature de la paix de Westphalie qui accorde au culte réformé également le statut de confession reconnue².
- 2 L'institution de l'Église territoriale protestante connaît des changements majeurs lors des tumultes révolutionnaire et napoléonien à la fin du XVIII^e siècle. Dans l'est de la France, l'abolition des privilèges en août 1789 a en même temps détruit la base juridique des Églises territoriales. Lorsque l'État français s'occupe enfin des questions ecclésiastiques pendant le Consulat, il propose – dans les Articles organiques de 1802 – deux modèles d'Église protestante : une Église centralisée pour les luthériens dont le siège se trouve à Strasbourg et une Église décentralisée pour les réformés³. Pour ce qui est de l'Église luthérienne, il convient de souligner qu'il ne s'agissait plus d'une Église territoriale au sens admis à l'époque moderne, mais d'une Église nationale. Même si les

structures de la nouvelle Église confient une certaine autonomie aux instances locales (les nouveaux consistoires) – du moins jusqu'au renforcement du pouvoir central en 1852 –, sa territorialité comprend dès lors toute la France au lieu d'une région spécifique. En plus, les pouvoirs de l'État français sur l'Église luthérienne ne se basent plus sur le concept du *summus episcopus*⁴.

- 3 À l'est du Rhin cependant, l'idée d'une l'Église territoriale est essentiellement retenue après 1800. Elle a toutefois subi des modifications importantes suite à la refonte fondamentale de la carte de l'Europe germanique entre 1799 et 1815. La consolidation territoriale pendant cette période a provoqué la disparition de plusieurs Églises protestantes et a exigé la cohabitation des protestants de traditions différentes sur un même territoire. Les souverains allemands ont profité de leur pouvoir accru à ce moment-là pour remanier les relations entre l'État – toujours perçu comme propriété du souverain – et son Église⁵.
- 4 Comme Marc Lienhard et d'autres spécialistes l'ont souligné⁶, l'émergence de systèmes ecclésiastiques protestants différents des deux côtés du Rhin après 1815 a fortement contribué à différencier progressivement le protestantisme alsacien du milieu protestant allemand, ce qui frappera les Allemands lorsqu'ils occuperont l'Alsace en 1870. Comment alors intégrer ces « Allemands perdus » au nouvel État-nation allemand – le Deuxième Empire – s'ils pratiquent un protestantisme à la française ? Pour répondre à cette question, nous proposons ici d'examiner le cas de l'Église luthérienne durant l'ère du *Reichsland* Alsace-Lorraine (terre d'Empire). Comme nous le verrons, les nouvelles autorités allemandes choisissent, sur le plan ecclésiastique, ce qu'elles considèrent être la solution la plus simple : la reconnaissance de la partie alsacienne et lorraine de l'Église luthérienne française comme une Église territoriale alsacienne-lorraine (*Landeskirche*) avec ses propres lois, statuts et traditions (provenant largement de la période française).
- 5 Mais, à l'ère des États-nations, ce changement de pure forme ne règle pas du tout le dossier, d'où notre intérêt pour cette question⁷. Tout d'abord, les tensions entre les deux systèmes de droit ecclésiastique n'ont pas disparu, ce qui soulève des questions importantes concernant les relations entre l'État et l'Église durant le Deuxième Empire allemand, voire entre les Églises et les États modernes. Ensuite, alors que les luthériens alsaciens adoptent des modifications dans leurs pratiques pour qu'elles soient le plus conformes possibles aux normes allemandes, ils vont construire une notion de tradition protestante alsacienne à la Hobsbawm et en conserver d'autres⁸. Cette défense de la tradition locale n'est en soi pas incompatible avec l'idée d'une *Landeskirche*, bien au contraire. Elle ne va pas non plus à l'encontre de l'esprit régionaliste qui était à la base de la structure impériale du 1871 ; car, en fin de compte, le nouvel État-nation allemand n'était qu'une agglomération des États germaniques, de sorte que l'identité nationale allemande se bâtissait sur les traditions et sur les identités locales et régionales⁹. Mais les Allemands, qui considéraient l'Alsace comme un territoire à germaniser, avaient tendance à se méfier de tout signe de particularisme alsacien, surtout ceux ayant trait à la période française¹⁰. Bien entendu, l'Église luthérienne du *Reichsland* n'a pas échappé pas à ce dilemme. Elle restera ainsi tout au long de la période allemande une Église territoriale inachevée.

La création d'une Église territoriale luthérienne pour le *Reichsland*

- 6 À première vue, la décision prise entre février et août 1871 par les autorités allemandes de transformer les institutions de l'Église française de la Confession d'Augsbourg se trouvant sur le sol du futur *Reichsland* en Église territoriale (l'Église de la Confession d'Augsbourg en Alsace-Lorraine), semble la solution la plus simple, peut-être aussi la réponse la plus cohérente à la question : comment intégrer ecclésiastiquement les protestants du *Reichsland* dans l'Empire (le *Reich*). Dans les faits cependant, cette transformation se révèle plus complexe, car même si la loi ecclésiastique restait profondément inchangée, la manière de l'appliquer allait avoir des répercussions importantes pour l'Église luthérienne.
- 7 Dès les premiers temps de l'occupation de l'est de la France, les autorités allemandes, notamment les autorités prussiennes qui dirigent les forces allemandes unies, se sont occupées des questions religieuses et ecclésiastiques. Ainsi, à la demande de Rudolf von Delbrück, ministre prussien qui coordonne les activités du gouvernement à Berlin durant l'absence du roi et du ministre-président (Otto von Bismarck) au front, le ministre des Affaires ecclésiastiques et médicales et de l'Éducation prussienne, Heinrich von Mühler, dresse le 23 août 1870 un bilan du droit ecclésiastique français et de la situation religieuse dans l'est de la France. C'est sur cette base que reposent également ses propositions d'instructions pour les futurs gouverneurs généraux (dont Friedrich von Bismarck-Bohlen pour l'Alsace)¹¹. Mühler y relève déjà quelques particularités des structures et des pratiques luthériennes françaises, mais à ce moment-là il conseille aux autorités de l'occupation de maintenir le régime ecclésiastique en place. Quelques semaines plus tard, le 13 septembre, le commissaire civil du gouvernement général de l'Alsace, Friedrich von Kühlwetter, confirme publiquement cette politique de statu quo. Dans une ordonnance publiée également dans les journaux officiels, il souligne que « la Constitution des Églises catholique et protestantes reste en vigueur sans modification, à savoir le Concordat et le Décret-Loi du 1852, ainsi que sa législation complémentaire ». Les institutions ecclésiastiques existantes doivent de même continuer à s'occuper de l'administration quotidienne de leurs Églises. Mais c'est le commissaire civil qui assure dorénavant les fonctions du ministre français des Cultes¹².
- 8 Le maintien du statu quo demeure la position préférée de Bismarck, durant l'occupation mais aussi pendant les premières années d'autorité impériale allemande. Initialement, cette politique visait à rassurer la population alsacienne, et surtout les catholiques, fort inquiets de la polémique confessionnelle durant la guerre qui laissait penser que rien ne changerait sur le plan religieux sous l'autorité des Allemands¹³. Néanmoins, plus Bismarck se sentait menacé par l'émergence d'un catholicisme politisé au lendemain de la guerre¹⁴, plus il appréciait le pouvoir que le système concordataire français donnait à l'État pour gérer ce dossier délicat. Ainsi, il ne voulait absolument pas qu'il soit remis en question, ni durant les négociations du traité final avec la France ni après¹⁵. Quant aux Églises protestantes, cette position faisait obstacle notamment aux modifications des structures ecclésiastiques fondamentales, au moins à celles qui auraient nécessité l'amendement des Articles organiques pour les Églises protestantes : on ne voulait pas donner aux catholiques d'argument – par souci d'équité confessionnelle – pour pouvoir revendiquer de leur part des révisions de lois

concernant leur culte. Ainsi, le Traité de Francfort signé le 10 mai 1871 n'apporte que les changements essentiels au système ecclésiastique déjà en place : les Églises reconnues sont désormais toutes soustraites à l'autorité française. En outre, les communautés luthériennes qui décidaient de rester françaises allaient cesser d'être en lien avec les institutions ecclésiastiques – le Directoire et le Consistoire supérieur – qui se trouvent à Strasbourg¹⁶.

- 9 Bref, le traité de Francfort amorcera la métamorphose de l'Église nationale luthérienne avec siège à Strasbourg en Église luthérienne pour l'Alsace-Lorraine, du moins sur le plan juridique. Comme cette Église se distingue à plusieurs égards de ses pairs du nouvel Empire elle engendre, comme nous l'avons déjà fait remarquer, des défis. Toutefois, il convient de souligner que le fondement de son existence, son caractère exceptionnel, se conforme au sentiment répandu de vouloir conserver la tradition des Églises territoriales protestantes dans le nouvel Empire. Bien que des individus influents du protestantisme allemand aient revendiqué la création d'une Église nationale en 1871 et 1872, en affirmant que l'unité nationale devait être secondée par l'unification des Églises protestantes, les partisans de l'Église territoriale n'en voulaient pas. Les Églises d'esprit luthérien-orthodoxe, par exemple, rejettent toute notion d'une fusion avec les Églises unies, tandis que la minorité libérale craint la domination accrue des conservateurs au sein de l'Église¹⁷. Les États allemands conservent ainsi leurs Églises protestantes respectives, tel que prévu par la Constitution allemande de 1871 qui établit d'ailleurs la politique religieuse et ecclésiastique comme compétence des États régionaux (*Länder*) et non impériale. Sur le plan ecclésiastique, l'Allemagne protestante suivra la devise : « l'unité dans la diversité » ; seule la conférence d'Eisenach, qui a servi de forum pour les représentants des Églises allemandes, fait office de symbole de l'unité nationale du protestantisme allemand.
- 10 Pourtant en 1870-1871, la contribution de l'Église luthérienne d'Alsace-Lorraine à cette diversité protestante n'avait pas fait l'unanimité. Partant du principe que les territoires acquis en France seraient annexés à la Prusse, des voix s'étaient élevées dès octobre 1870 encourageant une forme de germanisation de l'Église luthérienne locale. Le 2 novembre 1870, l'aumônier Emil Frommel, d'origine badoise et d'une mère strasbourgeoise, avait fait remarquer au gouverneur général Bismarck-Bohlen que le renouveau du protestantisme alsacien nécessiterait l'épuration des institutions locales de toute influence française et radicale (la théologie libérale)¹⁸. Un mois plus tôt, le directeur des missions protestantes à Barmen, Friedrich Fabri, avait suggéré à von Mühler (à Berlin) qu'une réorganisation opportune et bien menée du protestantisme alsacien pourrait rallier un bon nombre des Alsaciens à la cause allemande. « Laisser les choses comme elles sont, continue-t-il, est impossible¹⁹ ». À la fin de l'année, Frommel, qui avait l'oreille de Bismarck-Bohlen, conseillera l'appel de Fabri à Strasbourg pour qu'il puisse y guider la gestion des affaires protestantes²⁰.
- 11 Dès son arrivée à Strasbourg le 17 janvier 1871, Fabri pense que l'annexion de l'Alsace-Lorraine entraînera la dissolution de toutes les institutions de l'Église luthérienne française dans le *Reichsland*. Pour lui, le gouverneur général gèrera le dossier comme bon lui semble. Il propose ainsi de recruter un ecclésiastique allemand comme nouveau président de l'Église (selon la loi française, celui-ci devait être un laïc). Il recommande en outre de remplacer le Directoire et le Consistoire supérieur – les organes supérieurs de l'Église – par un nouveau consistoire à l'allemande, dans lequel la majorité des membres sont des ecclésiastiques (et non des laïcs). Le commissaire civil von

Kühlwetter est défavorable à la démarche de Fabri, mais Bismarck-Bohlen le soutient toujours, convaincu que les réformes de Fabri renforceraient les forces conservatrices au sein de l'Église luthérienne à Strasbourg, qui d'ailleurs étaient favorables à l'annexion. Finalement, aucune des propositions de Fabri n'a été adoptée. Bismarck les déclare toutes non recevables, car elles vont à l'encontre de sa politique de maintien du statu quo ante. Lorsque Bismarck-Bohlen proteste contre cette prise de position, Bismarck met un terme au gouvernement général et nomme Eduard von Möller à Strasbourg Président-Supérieur (*Oberpräsident*) du *Reichsland*²¹.

- 12 Même si l'affaire Fabri a été un désastre, elle a plusieurs conséquences notables pour l'avenir de l'Église luthérienne en tant qu'Église territoriale allemande. Le fait que Bismarck-Bohlen ait été prêt à intervenir dans les affaires internes de l'Église, qu'il ait jugé qu'une telle intervention serait bien accueillie par les luthériens alsaciens est révélateur d'un changement majeur dans le fonctionnement du système ecclésiastique durant l'ère allemande. Alors que les fonctionnaires et chefs français – non protestants – avaient laissé une certaine autonomie aux dirigeants alsaciens de l'Église, les autorités allemandes – majoritairement protestantes – n'émettent pas de réserves similaires. Les décisions prises par Möller concernant la reconstitution des organes supérieurs de l'Église luthérienne fin 1871 confirment cette volonté d'user pleinement des prérogatives de l'État. Ayant invité le Consistoire supérieur à lui proposer quelqu'un pour le poste vacant du président de l'Église, il approuve son choix. Eduard Kratz de Strasbourg est ainsi nommé malgré les réticences d'Adolf Ernst von Ernsthäusen, nouveau préfet (*Bezirkspräsident*) du Bas-Rhin, qui avait émis des doutes quant à sa piété. Toutefois, le candidat du Consistoire supérieur pour le poste de commissaire de gouvernement auprès du Directoire ayant refusé d'y siéger, Möller décide de nommer à sa place un fonctionnaire vieux-allemand, Heinrich Richter²². Ainsi, Möller innove, poussant l'Église luthérienne à se rapprocher des pratiques allemandes sans qu'aucun changement dans les structures juridiques n'ait eu lieu. Non seulement il ne choisit pas un Alsacien pour ce poste influent, mais en nommant quelqu'un qui jouait un rôle actif dans la gestion des dossiers ecclésiastiques auprès de la Présidence supérieure (*Oberpräsidium*) il tissait un lien inédit entre l'État et l'Église luthérienne de Strasbourg, du moins à cette époque.

L'Église luthérienne alsacienne comme Église territoriale à l'allemande

- 13 L'attitude de Möller à l'égard des Églises protestantes du *Reichsland* en 1871 et 1872 a en effet conduit à convertir son Église luthérienne en Église territoriale à l'allemande, surtout sur le plan juridique. Comme nous venons de le montrer, les autorités allemandes font prévaloir leurs compétences vis-à-vis de l'Église, devenant moins autonome, comme cela est le cas des autres Églises protestantes allemandes. Cette tendance s'accroît dès 1879, lorsque l'administration du *Reichsland* passe complètement dans les mains d'autorités installées à Strasbourg, au *Statthalter* et au Ministère d'Alsace-Lorraine²³, dont la deuxième division s'occupe des cultes reconnus (et dont plusieurs fonctionnaires deviendront membres des paroisses strasbourgeoises). Même si les lois ecclésiastiques d'origine française restent alors en vigueur, elles sont interprétées et appliquées dès lors par des fonctionnaires vieux-allemands, voire par des juristes. Il s'ensuit que les affaires internes protestantes et

luthériennes du *Reichsland* sont traitées principalement comme des questions juridiques, ce qui est aussi la pratique ailleurs dans l'Empire²⁴.

- 14 La transformation de l'Église luthérienne d'Alsace-Lorraine en Église territoriale implique ainsi une certaine « germanisation », tout simplement à cause du nouveau contexte politique et administratif. Les fonctionnaires allemands n'ignorent pas les lois ecclésiastiques propres au *Reichsland*, mais l'interprétation de ces lois reflète nécessairement leur propre formation et les perspectives de l'État. Par le fait même de son rattachement à l'Empire, l'Église luthérienne de Strasbourg se voit obligée au fil du temps de reconnaître les avantages d'un rapprochement avec les autres Églises de l'Empire. En réformant certaines de ses pratiques, elle ressemblerait davantage les Églises territoriales de la Vieille-Allemagne. À cet égard aussi, il est juste de parler d'une germanisation de l'Église alsacienne ; cette germanisation ne touche cependant pas seulement le *Reichsland*. En dépit de leur rejet de former une Église protestante impériale après 1871, les Églises protestantes de l'Empire s'embarquent dans un processus d'harmonisation progressive de leurs pratiques dans lequel la Conférence d'Eisenach a joué le rôle d'intermédiaire principal²⁵. Force est donc de constater, d'une part, qu'il n'a jamais existé de modèle « allemand » qui aurait été imposé à l'Église luthérienne de Strasbourg après 1871 et, d'autre part, que même en adoptant des réformes imposées par les nouvelles autorités allemandes, l'Église luthérienne avait toujours son mot à dire. Elle a parfois initié elle-même des réformes germanisantes.
- 15 Quelques exemples permettent d'illustrer ces points. Prenons d'abord les réformes concernant la préparation au saint ministère qui aboutissent à l'introduction d'un examen d'État en théologie en 1873 et un deuxième examen théologique en 1887. Ce genre d'examen était courant dans toutes les Églises protestantes allemandes au XIX^e siècle²⁶. L'idée de l'instaurer en Alsace-Lorraine émanait principalement des professeurs alsaciens de la « nouvelle » Faculté de théologie protestante, Johann Friedrich Bruch et Eduard Reuss en premier, qui jugent cette innovation opportune face à la réorganisation des études théologiques en 1871-1872²⁷. Quant à la décision d'introduire un second examen en 1887, elle ne résulte pas d'un désir de reproduire plus fidèlement le système « allemand » dans le *Reichsland*, mais plutôt des difficultés affichées par l'Église luthérienne, les candidats et la Faculté à propos du « premier » examen. L'Église a toutefois profité de la réforme pour remanier d'autres aspects de la préparation au saint ministère. Aux étudiants ayant réussi le premier examen étaient désormais accordés la *via concionandi* (l'autorisation de prêcher dans l'Église), tandis que la réussite du deuxième examen ouvrait la voie à l'ordination²⁸.
- 16 En 1882, l'Église luthérienne du *Reichsland*, tout comme l'Église réformée, décident d'adhérer à la Conférence ecclésiastique allemande à Eisenach. En 1872, la conférence avait déjà voulu inviter les Églises à participer à ses activités, mais à l'époque Möller et Richter s'étaient opposés à une telle participation en raison d'une situation ecclésiastique toujours difficile. Ainsi l'invitation n'avait même pas été transmise aux Églises²⁹. Dix ans après, la Conférence invite à nouveau les deux Églises. Cette fois-ci, le gouvernement du *Reichsland* encourage chaleureusement l'adhésion des Églises à la Conférence. Pour convaincre des délégués du Consistoire supérieur toujours soucieux de l'indépendance de l'Église, le président Kratz a dû souligner que cette adhésion ne la mettait nullement en question, puisque toute Église était libre d'adopter ou non les décisions de la Conférence³⁰. Dans les faits, la participation de l'Église luthérienne du *Reichsland* à la Conférence était plus symbolique que substantive. Elle assistait

régulièrement aux réunions, non seulement à celles de la Conférence mais aussi, à partir de 1903, à celles du comité exécutif (*Ausschuß*) à tour de rôle³¹. Elle a aussi contribué à la collecte annuelle des données relatives à la pratique religieuse dans l'Église, mais a refusé l'adoption des péricopes rédigées par la Conférence (édition de 1898) et l'introduction d'une journée de « pénitence et de prière (*Buß- und Bettag*) dans le calendrier des fêtes d'Église, justement car ces propositions allaient à l'encontre des traditions locales, voire de son statut d'Église indépendante.

- 17 Enfin, mentionnons l'instauration d'un impôt ecclésiastique pour la population protestante du *Reichsland* en 1903, suite à l'adoption de la loi impériale du 6 juillet 1901³². Aujourd'hui, nous avons tendance à qualifier le système des impôts ecclésiastiques (*Kirchensteuer*) de (stéréo) typiquement allemand. Pourtant, il s'agit d'une pratique qui date de l'ère impériale qui avait pour but d'améliorer et de régulariser les traitements des ecclésiastiques un peu partout dans l'Empire. Lorsque le Ministère d'Alsace-Lorraine propose, à la fin des années 1890, un tel impôt aux Églises protestantes afin de satisfaire leurs besoins de financement, cet impôt existait seulement dans quelques États allemands³³. Le fait d'être uniquement imposé aux protestants rend le cas alsacien-lorrain assez atypique. En effet, dès le début du régime allemand en Alsace-Lorraine, la question du traitement des ecclésiastiques soulève une polémique interconfessionnelle. Bien que le gouvernement reconnaisse l'insuffisance globale du traitement des pasteurs (et à moindre degré des rabbins) alsaciens, il devait composer avec l'opinion catholique qui se plaignait de la discrimination des catholiques en matière de rémunération. Dominée par les intérêts catholiques, la Délégation d'Alsace-Lorraine, qui détenait les pleins droits en matière budgétaire, s'est ainsi opposée dès les années 1880 à toute amélioration des traitements des pasteurs protestants. Mais lorsque les Églises protestantes se déclarent favorables à la création d'un impôt ecclésiastique, ce qui leur aurait permis de résoudre la question des salaires et de créer un système de pensions pour les pasteurs âgés, les catholiques rejettent carrément l'idée d'une participation quelconque. Car, selon eux, le système concordataire alsacien-lorrain (français) oblige l'État à couvrir entièrement les besoins salariaux de l'Église catholique³⁴.

Une Église territoriale inachevée ?

- 18 À la veille de la Grande Guerre, des indices multiples témoignent de la transformation de l'Église luthérienne d'Alsace-Lorraine en véritable Église territoriale protestante allemande. D'une part, elle participe à l'harmonisation des pratiques administratives et ecclésiastiques qui ont eu lieu à travers l'Empire à partir de 1871, une évolution regardée aussi comme souhaitable étant donné la migration accrue des personnes d'un État allemand à l'autre pendant l'ère impériale. D'autre part, l'Église luthérienne de l'Alsace a su préserver son statut d'Église indépendante. Même si le régime allemand s'est attaché à protéger les intérêts des conservateurs luthériens au sein de l'Église, en se servant notamment de son droit de nommer les présidents, les commissaires du gouvernement et, à terme, les inspecteurs ecclésiastiques siégeant au Directoire, après le départ de Bismarck-Bohlen en août 1871, il n'a jamais été question d'octroyer une nouvelle constitution à cette Église et encore moins de l'intégrer à une autre Église allemande³⁵. Les autorités du *Reichsland* ont également défendu les privilèges de l'Église en ce qui concerne les rapports entre cette Église et la population civile. Les jeunes

hommes vieux-allemands qui envisageaient, par exemple, d'entrer au service de l'Église luthérienne devaient, sans exception, satisfaire ses règlements relatifs à l'ordination et au recrutement des pasteurs. Même les Vieux Allemands qui vivaient dans le *Reichsland* devaient recourir aux pasteurs alsaciens-lorrains pour tout acte ecclésiastique (baptême, mariage, funérailles). Par ailleurs, l'Église essaye de promouvoir les traditions religieuses locales : en approuvant les manuels d'instruction religieuse à l'école, l'emploi facultatif d'un nouveau recueil de cantiques préparé par la Conférence pastorale (en 1898)³⁶, et, en 1906, d'une agenda pour les communautés protestantes d'Alsace-Lorraine rédigée par Julius Smend, professeur de théologie pratique à Strasbourg³⁷.

- 19 Toutefois, la situation politique et ecclésiastique particulière au temps du *Reichsland* a conduit l'Église luthérienne d'Alsace-Lorraine à ne pas être complètement au même niveau que les autres Églises protestantes de l'Empire. Le régime allemand n'a en effet pas toléré que l'Église luthérienne valorise les aspects de la culture régionale associés au passé français, et avant tout l'emploi de langue française. Cette position découle bien entendu de la politique allemande durant l'ère de l'État-nation. Non seulement les Allemands considèrent alors la langue comme une composante primordiale de l'identité nationale, mais ils voient dans le maintien du français par les Alsaciens et Lorrains un signe de rejet des faits politiques³⁸. Toute trace de la langue française dans la vie de l'Église était intolérable. À partir du 31 mars 1872, la langue allemande devient la langue officielle de l'Église. Toute correspondance avec le régime allemand ou avec les dirigeants de l'Église doit alors se faire en langue allemande. Dès 1887, les paroisses de langue française, comme celle à Saint-Nicolas de Strasbourg³⁹, sont obligées de tenir leurs registres également en allemand. Le Ministère d'Alsace-Lorraine agissait de même contre ces paroisses, du moins celles installées dans la zone déclarée germanophone. Ainsi, en 1897, il profite de la mise à la retraite du pasteur francophone du Temple-Neuf à Strasbourg Louis Leblois, pour déclarer la fin de la paroisse francophone (Eduard Hickel, germanophone, succède alors à Leblois). À partir de 1889, la paroisse française à Saint-Nicolas n'est plus desservie que par un pasteur, même si le deuxième poste de pasteur n'y sera officiellement supprimé qu'en 1905. Enfin, au début de la Grande Guerre, les autorités militaires décrètent l'abolition de toute paroisse francophone dans la zone germanophone, et ce de façon permanente, ce qui provoque la démission du président de l'Église luthérienne, Friedrich Curtius, en septembre 1914⁴⁰.
- 20 La forte présence militaire au temps du *Reichsland* impose également des limites importantes à l'influence de l'Église luthérienne territoriale. *Strictu sensu*, le fait que l'Église locale ne prenne pas soin des forces armées n'était pas exceptionnel. En Prusse, les pasteurs et les aumôniers militaires relèvent aussi exclusivement des autorités militaires et non de l'Église territoriale (c'est-à-dire l'Église de l'Union de la vieille Prusse)⁴¹. De même, là où des Églises de garnison existent en Prusse, comme à Potsdam, la population civile ne peut pas adhérer à la paroisse militaire. L'Église militaire garde toutefois des liens importants avec l'Église civile en vertu des statuts de leurs chefs : le roi de la Prusse ou de Wurtemberg, par exemple, était en même chef d'Église et chef de l'Armée. Durant le *Reichsland* pourtant, l'Église militaire protestante, en tant qu'institution prussienne, reste complètement étrangère aux Églises territoriales du *Reichsland*. Même si Bismarck avait décrété en 1873, suite à des négociations délicates avec l'Armée, que les civils en Alsace-Lorraine ne pouvaient adhérer aux paroisses militaires – notamment à Strasbourg, Colmar, Mulhouse et Metz –, rien ne les

empêchait d'assister aux cultes ou de recevoir la communion. Bref, dès le début du *Reichsland*, les Églises luthérienne et réformée se sentaient menacées par la présence militaire, d'autant plus qu'elles se voyaient obligées de partager « leurs » lieux de culte avec les ecclésiastiques militaires tant que les Églises de garnison ecclésiastique n'étaient pas construites, comme à Metz (1881), à Haguenau (1895) et à Strasbourg (1897)⁴². En 1903, lorsque la Prusse révisé son ordonnance ecclésiastique militaire en éliminant la confirmation de rite « protégé », le sentiment de concurrence est ravivé, car dès lors, les pasteurs militaires pouvaient préparer et faire confirmer les enfants des familles civiles⁴³.

- 21 Finalement, les problèmes des Églises protestantes d'Alsace-Lorraine face aux autorités militaires ne reflètent qu'un aspect de la situation exceptionnelle qui perdure tout au long de l'ère du *Reichsland* : l'exclusion effective des Alsaciens et des Lorrains de toute responsabilité gouvernementale. Dans ces conditions, l'Église luthérienne ne pouvait parvenir au statut plein d'une Église territoriale à l'allemande. Contrairement à la situation dans les autres États du *Reich*, le pouvoir étatique en Alsace-Lorraine manquait d'une vraie composante indigène. C'est l'État français qui a posé les bases de cette situation en réorganisant le protestantisme français en 1802 (avec des modifications survenues en 1852). Pourtant, comme nous l'avons mentionné précédemment, l'extranéité de l'État français vis-à-vis de l'Église était supportable pour deux raisons : d'une part, l'État français n'intervenait que rarement dans les affaires luthériennes, et d'autre part il était géographiquement bien éloigné de Strasbourg, n'y étant représenté que par le préfet du Bas-Rhin.
- 22 En revanche, à partir de 1871, l'État « étranger » soumettait toute action de l'Église luthérienne à une surveillance étroite et il se servait de ses pouvoirs légaux afin d'influencer la vie de l'Église. En plus, dès 1879 l'État – sous la forme du *Statthalter* et du Ministère d'Alsace-Lorraine – se trouvait également à Strasbourg. Or, à l'exception d'Emil Petri, ancien membre du Consistoire Supérieur (1884-1898) et du Directoire (1889-1898), qui occupait le poste de Sous-Secrétaire d'État à la Justice et aux Cultes du 1898 à 1914, les protestants alsaciens ne jouissaient aucun rôle dans cet État, du moins en ce qui concernait les affaires ecclésiastiques⁴⁴. Ainsi, tant sur le plan ecclésiastique que sur le plan politique, il est difficile de ne pas aboutir à la conclusion que le *Reichsland* était une terre occupée.
- 23 Certes, la direction de l'Église luthérienne demeure entre les mains des Alsaciens ; jusqu'à 1914 il y a toujours eu une majorité d'Alsaciens dans le Directoire et dans le Consistoire Supérieur. La nomination du vieil-allemand Friedrich Curtius à la présidence de l'Église en 1903 ne change rien à ce fait. De nombreux Alsaciens l'ont proposé pour ce poste. Dès sa prise de fonction, il se révèle être un grand défenseur des intérêts alsaciens. L'Église luthérienne reste toutefois toujours à la merci de l'État. Lorsque ce dernier se montre plus conciliant avec elle, à partir de 1903 notamment, elle a songé à mettre un terme à certaines mesures prises, comme la censure des procès-verbaux du Consistoire Supérieur avant leur publication, ce qui avait occasionné un mécontentement presque dès le début du régime allemand. En 1907, Curtius a également profité de la bienveillance du nouveau *Statthalter* Karl von Wedel pour proposer de grandes réformes de la constitution de l'Église luthérienne. Même si le gouvernement a bien accueilli la plupart des propositions du Consistoire supérieur, qui visaient généralement à moderniser l'Église et ses rapports avec l'État, il insistait sur le maintien du principe du droit ecclésiastique alsacien qui réservait à l'État le pouvoir de

modifier la constitution de l'Église. L'Église allait pouvoir émettre des vœux, mais le projet de loi lui-même allait être formulé par le gouvernement⁴⁵. Cette prise de position de la part de l'État s'avère fatale pour la campagne de réforme ecclésiastique protestante. Car au moment même où le gouvernement rédige le projet de loi, l'Affaire de Saverne éclate. Tout d'un coup, le régime allemand reprend une attitude plus dure. Toute question d'une amélioration du statut de l'Alsace-Lorraine, y compris celui des Églises protestantes, est alors ajournée laissant prévaloir l'intérêt national allemand sur le *Reichsland*.

Réflexions finales

- 24 Tout au long du XIX^e siècle, le protestantisme est fortement présent dans les discours autour de l'idée nationale et de l'État-nation allemand. Luther est qualifié de héros national et les territoires dans lesquels la Réforme luthérienne avait été introduite étaient perçus comme des composantes essentielles d'un éventuel État-national allemand⁴⁶. Il n'est ainsi pas surprenant qu'en 1870 les partisans de l'unification allemande évoquent à maintes reprises les liens forts entre l'Alsace et la Réforme luthérienne pour motiver leur revendication d'annexion de ce territoire⁴⁷. Le rattachement de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine au nouvel Empire allemand permettait aux Églises protestantes du *Reichsland* de renouer le lien avec un aspect important de l'héritage luthérien : l'Église territoriale.
- 25 Comme nous l'avons vu, la transformation de l'Église luthérienne à Strasbourg en Église territoriale s'est faite à deux niveaux. Premièrement, les lois françaises ont été conservées, tout en limitant la juridiction des institutions luthériennes de Strasbourg au territoire du *Reichsland*. Deuxièmement, les nouvelles autorités allemandes promeuvent un rapprochement entre les pratiques locales et celles des autres Églises allemandes, d'une part en chargeant des fonctionnaires vieux-allemands d'interpréter et d'appliquer ces lois, d'autre part en encourageant la participation de l'Église luthérienne d'Alsace-Lorraine aux conseils du protestantisme allemand dans lesquels elle était reconnue comme un pair. Mais le succès de cette transformation a aussi des inconvénients pour le régime allemand. Plus l'Église luthérienne de Strasbourg devenait une institution véritablement alsacienne – ce qu'elle n'a jamais été précédemment –, plus elle contribuait à un particularisme régional que les autorités allemandes ont toujours méprisé. Ainsi, ces autorités jugent nécessaires de conserver les droits exceptionnels dont ils disposaient sur cette Église, tout comme elles ont voulu maintenir le statut exceptionnel pour le *Reichsland* tout entier. Le retour de l'Alsace-Lorraine à la France en 1918 mettra un terme à l'existence de l'Église luthérienne comme Église territoriale allemande. Elle n'a pas pour autant été réintégrée par l'Église luthérienne française qui n'existait alors plus, conséquence de la séparation de l'Église et de l'État en 1905. Ainsi, dès novembre 1918, l'Église luthérienne entame une nouvelle étape de son histoire : celle d'Église territoriale française⁴⁸.

NOTES

1. . Cf. l'ouvrage de synthèse récent de Mark GREENGRASS, *Christendom Destroyed, Europe 1517-1648*, London, Penguin Books, 2014.
2. . Voir, entre autres, Robert VON FRIEDEBURG, « Church and State in Lutheran Lands, 1550-1675 », in Robert KOLB, dir., *Lutheran Ecclesiastical Culture, 1550-1675*, Leiden, Brill, 2008, p. 361-410.
3. . En effet, des Églises luthériennes ont aussi été organisées dans les territoires allemands rattachés à la France ; pourtant, ces Églises n'ont pas survécu à la chute du régime napoléonien en 1813-1814.
4. . Concernant la réorganisation de l'Église luthérienne en France après 1802, voir surtout Marcel SCHEIDHAUER, *Les Églises Luthériennes en France 1800-1815 : Alsace-Montbéliard-Paris*, Strasbourg, Oberlin, 1975, mais aussi Henri STROHL, *Le protestantisme en Alsace* (nouvelle édition), Strasbourg, Oberlin, 2000, p. 313-322.
5. . À propos de l'organisation des Églises territoriales allemandes (*Landeskirchen*) après 1800, voir surtout Kenneth Scott LATOURETTE, *Christianity in a Revolutionary Age : A History of Christianity in the Nineteenth and Twentieth Centuries*, t. 2, *The Nineteenth Century in Europe: The Protestant and Eastern Churches*, New York, Harper & Brothers, 1959, p. 89-97, mais aussi Thomas NIPPERDEY, *Deutsche Geschichte 1800-1866, Bürgerwelt et starker Staat*, Munich, C. H. Beck, 1983, p. 432-435 ; et Franz SCHNABEL, *Deutsche Geschichte im neunzehnten Jahrhundert*, t. 4, *Die religiösen Kräfte*, Munich, DTV, 1987, p. 320-358.
6. . Marc LIENHARD, *Foi et vie des protestants d'Alsace*, Strasbourg, Oberlin, 1981, p. 73-79.
7. . Concernant l'idée de l'État-nation et ses conséquences pour la notion d'une identité nationale dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, voir notamment Benedict ANDERSON, *Imagined Communities: Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, Cambridge, Verso, 1983.
8. . Eric HOBSBAWM et Terence RINGER, dir., *The Invention of Tradition*, Cambridge, Verso, 1983.
9. . Celia APPLEGATE, *A Nation of Provincials: The German Idea of Heimat*, Berkeley, University of California Press, 1990 ; Alon CONFINO, *The Nation as Local Metaphor: Württemberg, Imperial Germany and National Identity, 1871-1918*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1997.
10. . Voir Christopher J. FISCHER, *Alsace to the Alsations? Visions and Divisions of Alsatian Regionalism, 1870-1939*, New York, Berghahn Books, 2010, l'une des plus récentes études concernant le sort du régionalisme alsacien à l'époque allemande.
11. . *Sitzungsprotokolle des preussischen Staatsministeriums*, Bundesarchiv-Berlin (ci-après BAB), RKA 142, Bl. 136 ; brouillon d'une lettre de Mühler à Delbrück du 23 août 1870, Geheimes Staatsarchiv Preußischer Kulturbesitz (ci-après GStA PKB), I. HA Rep. 76, I. Sect. 1, Abt. 1, 87 ; les rapports de Mühler sont conservés aux Archives départementales du Bas-Rhin (ci-après ADBR), W 1049, 1.
12. . Ordonnance du 12 septembre 1870, ADBR W 1049, 1.
13. . Concernant l'élément confessionnel de la guerre et son impact sur l'opinion alsacienne, voir Anthony J. STEINHOFF, *The Gods of the City: Protestantism and Religious Culture in Strasbourg, 1870-1914*, Leiden, Brill, 2008, p. 58-64.
14. . Pour un aperçu de la situation interconfessionnelle tendue en Allemagne au début de l'ère impériale, voir Paul COLONGE et François G. DREYFUS, *Religions, société et culture en Allemagne au XIX^e siècle*, Paris, SEDES, 2001, mais aussi Rudolf LILL, « Die deutsche Katholiken und Bismarcks Gründung », in Theodor SCHIEDER et Ernst DEUERLEIN, dir., *Reichsgründung 1870/71: Tatsachen, Kontroversen, Interpretationen*, Stuttgart, Seewald Verlag, p. 345-365.
15. . En particulier, la chancellerie allemande rejetait l'argument des catholiques alsaciens et lorrains, selon lequel l'annexion du *Reichsland* avait rendu nul et non avenu le Concordat puisque

le chef d'État allemand n'est pas catholique. Voir Ernst THIELE, « Die deutsche Regierung und das Konkordat im Elsaß nach 1870 », *Archiv für elsässische Kirchengeschichte*, n°2, 1927, p. 349-366.

16. . Note de Hermann Lucanus à Heinrich von Mühler, 7 février 1871, GStA PKB, I. HA Rep. 76, I. Sekt. 1, Abt. 1, 86.

17. . John E. GROH, *Nineteenth-Century German Protestantism: The Church as Social Model*, Washington DC, University Press of America, 1982, p. 390-394.

18. . Rapport de Frommel à Bismarck-Bohlen, ADBR, W1049, 1.

19. . Lettre Fabri à von Mühler du 3 octobre 1870, GStA PKB I. HA Rep. 76, I. Sekt. 1, Abt. 1, 87, Bl. 1169.

20. . Anthony J. STEINHOFF, *Gods of the City*, op. cit., p. 64-65.

21. . *Ibid.*, p. 66-73.

22. . Voir les lettres de Möller du 6 décembre 1871 et du 31 décembre 1871 adressées à la chancellerie impériale (*Reichskanzleramt*) dans ADBR AL 147, paquet 7/1. Dans celle du 31 décembre, Möller cherche à rassurer le secrétaire Karl Herzog. Pour lui, la nomination de Richter serait bien accueillie par les luthériens conservateurs et elle aurait une influence positive sur l'évolution future de l'Église.

23. . À propos de l'évolution du gouvernement du *Reichsland* après 1871, voir François IGRSHEIM, *L'Alsace des notables 1870-1914 : La bourgeoisie et le peuple alsacien*, Strasbourg, Bf, 1981, p. 30-54.

24. . À titre indicatif, voir : Dr. CASPAR, « Der Einfluss des juristischen Elements in den Behörden der Preussischen Landeskirchen », *Deutsche Zeitschrift für Kirchenrecht*, n°4, 1894, p. 319-324 ; mais aussi, Thomas NIPPERDEY, *Religion im Umbruch, Deutschland 1870-1918*, Munich, Beck, 1988, p. 84-90.

25. . John E. GROH, *Nineteenth-Century German Protestantism*, op. cit., p. 394-402 ; Friedrich Wilhelm GRAF, « Eisenacher Konferenz », in *Religion in Geschichte und Gegenwart*, 4^e édition, t. 2, p. 1 179-1 180.

26. . Thomas Albert HOWARD, *Protestant Theology and the Making of the Modern German University*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p. 24-25 ; Oliver JANZ, « Zwischen Amt und Profession: Die evangelische Pfarrerschaft im 19. Jahrhundert », in Hannes SIEGRIST, dir., *Bürgerliche Berufe. Zur Sozialgeschichte der freien und akademischen Berufe im internationalen Vergleich*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1988, p. 174-199.

27. . Anthony J. STEINHOFF, *Gods of the City*, op. cit., p. 18-19 et 79-80.

28. . *Ibid.*, p. 144-148.

29. . Procès-verbal de la Conférence de 1872 (mai-juin), GStA PKB Rep. 76, III Sekt 1, Abt. XIV, vol. 3 ; ADBR AL 136, 1.

30. . *Amtliche Sammlung der Akten des Ober-Konsistoriums und des Direktoriums der Kirche Augsburgischer Konfession* (ci-après AS) 37 (1882-1883) : 153 et 217-218.

31. . Les petites Églises protestantes allemandes, comme les deux Églises du *Reichsland*, n'avaient pas leur propre siège au comité exécutif. Reparties en groupes de cinq Églises, chaque Église dans le groupe siégeait au comité pour un an à tour de rôle.

32. . ADBR AL 136 1969.

33. . Wolfgang HUBER, « Die Kirchensteuer als « wirtschaftliches Grundrecht », in Wolfgang LIENEMANN, dir., *Die Finanzen der Kirche : Studien zu Struktur, Geschichte und Legitimation kirchlicher Ökonomie*, Munich, Chr. Kaiser, 1989, p. 130-145.

34. . Anthony J. STEINHOFF, *Gods of the City*, op. cit., p. 149-155. Pour la perspective catholique, voir la lettre d'Évêque Fritzen au Ministère d'Alsace-Lorraine du 5 avril 1899, ADBR AL 136 19/67.

35. . Toutefois, les autorités allemandes à Strasbourg ont longtemps souhaité la création d'une union administrative entre les deux Églises protestantes du *Reichsland*, proposition qui n'a trouvé écho ni chez les luthériens ni chez les réformés. Anthony J. STEINHOFF, *Gods of the City*, op. cit., p. 170-224 *passim*.

36. . Réunion extraordinaire du 22 novembre 1898, AS 53 (1898-1899), 268-296.

37. . AS 62 (1907-1908) : 9-11, 168-180. Le Consistoire Supérieur s'est limité à la question d'usage facultatif, puisque selon les Articles organiques seulement l'État peut imposer l'usage d'un cantique ou d'une liturgie. En outre, le parti d'orthodoxie luthérienne confessionnelle en Alsace a rejeté ces constructions de la tradition luthérienne alsacienne en proposant son propre recueil (le *Gesangbuch für Christen Augsburgischer Konfession*) et agenda (de Karl Maurer, parue en 1906).
38. . Concernant la politique linguistique du régime allemand, voir (entre autres) : Bernard VOGLER, *Histoire culturelle de l'Alsace*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 1993, p. 305-310 et 369-375.
39. . Il y avait aussi une paroisse luthérienne de langue allemande avec deux pasteurs (à partir de 1877) à Saint-Nicolas.
40. . ADBR AL 172 253.
41. . « Armee, deutsche : Militärseelsorge » in *Religion in Geschichte und Gesellschaft*, 1^{re} éd., t. 1, p. 698-702.
42. . Concernant les rapports entre les Églises militaires et civiles à Strasbourg, voir Rudolf RICHTER, *Kirchlicher Wegweiser für die Mitglieder der evangelischen Militärgemeinde in Straßburg i. E.*, Strasbourg, Hubert & Fritsch, 1902 ; sur les Églises de garnison, Niels WILCKEN, *Architektur im Grenzraum, Das öffentliche Bauwesen in Elsaß-Lothringen 1871-1918*, Saarbrücken, Institut für Landeskunde im Saarland, 2000, p. 253-261.
43. . Memorandum de l'Oberpfarrer (pasteur supérieur) Steinwender du 11 janvier 1891, Archives municipales de Strasbourg (ci-après AMS), Archives de l'Église de garnison protestante 151/10 ; AMS Archives de l'Église de garnison protestante 115.
44. . À propos de cette petite ouverture du régime allemand envers les Alsaciens, voir François IGRSHEIM, *L'Alsace des notables*, op. cit., p. 100-102 ; mais aussi Dan P. SILVERMAN, *Reluctant Union: Alsace-Lorraine and Imperial Germany, 1871-1918*, University Park, Pennsylvania University Press, 1972, p. 83-86.
45. . Concernant l'analyse étendue de la campagne pour la réforme des Églises protestantes, voir Anthony J. STEINHOFF, *Gods of the City*, op. cit., p. 402-430.
46. . Voir, Wolfgang ALTGELD, *Katholizismus, Protestantismus und Judentum: Über religiös begründete Gegensätze und nationalreligiöse Ideen in der Geschichte des deutschen Nationalismus*, Mainz, Matthias-Grünwald Verlag, 1992 ; et Anthony J. STEINHOFF, « Christianity and the Creation of Germany », in Sheridan GILLEY et Brian STANLEY, dir., *The Cambridge History of Christianity*, t. 8, *World Christianities c. 1815 - c. 1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 282-300.
47. . Voir, notamment, Heinrich von TREITSCHKE, *Was fordern wir von Frankreich*, Berlin, Georg Reimer, 1870.
48. . Concernant l'histoire des Églises protestantes d'Alsace-Lorraine après 1918, voir notamment : Catherine STORNE-SENGEL, *Les protestants d'Alsace-Lorraine de 1919 à 1939 : Entre les deux règnes*, Strasbourg, Publications de la Société savante d'Alsace, 2003.

RÉSUMÉS

Ecclésiastiquement, une conséquence notable de l'annexion allemande de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine en 1871 a été la réintroduction d'un aspect important de l'héritage de la Réforme : l'idée de l'Église territoriale (*Landeskirche*). En effet, la création d'une Église territoriale luthérienne d'Alsace-Lorraine suit la réalisation de l'annexion. Les organes du gouvernement luthérien à Strasbourg continuaient à fonctionner, mais désormais ils s'occupèrent seulement

des communautés en Alsace-Lorraine. Les lois ecclésiastiques d'origine française restaient aussi en vigueur, pourtant elles sont dorénavant interprétées et appliquées par les autorités allemandes. Dans l'ensemble cette approche convenait aussi bien aux Alsaciens qu'aux Allemands. L'Église luthérienne put maintenir ses traditions. Elle adoptait des réformes germanisantes qu'elle jugeait utiles, comme l'introduction des examens d'État en théologie, tout en rejetant des propositions, comme celle visant à créer une journée de prière et pénitence, qu'elle trouvait incompatible avec les traditions alsaciennes. Pourtant, tout comme la situation politique du *Reichsland* par rapport à l'Empire demeurait exceptionnelle, l'Église luthérienne d'Alsace-Lorraine restait une *Landeskirche* quelque peu particulière. Son héritage français notamment préoccupait continuellement les autorités allemandes. Aussi, même après l'installation du gouvernement territorial à Strasbourg en 1879, rares étaient les Alsaciens qui participaient à la gestion des dossiers ecclésiastiques pour l'État. (Anthony J. Steinhoff).

Ecclesiastically, an important consequence of the German annexation of Alsace and part of Lorraine in 1871 was the reintroduction of a key element of the Reformation's heritage: the notion of the territorial church (*Landeskirche*). This change was largely the effect of how the annexation was realized. The organs of Lutheran Church government in Strasbourg continued to function, but only had responsibility for the communities in Alsace-Lorraine. The previous (French) ecclesiastical legislation provided the basis for the local church law, but henceforth it would be interpreted and applied by German authorities. Overall, this tack satisfied Alsatians and Germans alike. The Lutheran Church retained its own traditions, embraced certain reforms it deemed useful, like the introduction of state theological exams, but rejected proposals, like the Eisenach Conference's promotion of the "Day of Prayer and Repentance" it judged incompatible with Alsatian traditions. And yet, just as Alsace-Lorraine's situation within the Empire remained exceptional, so too did the Alsatian Lutheran Church remain a peculiar type of *Landeskirche*. Its French heritage, for instance, was a continual worry for Imperial authorities. And even after the *Reichsland*'s government moved to Strasbourg in 1879, Old Germans, rather than Alsatians, exercised the state's oversight of the churches. (Anthony J. Steinhoff).

Kirchlich gesehen, war die Wiedereinführung der landeskirchlichen Idee im Elsaß eine wichtige Folge der Einverleibung des Elsasses und eines Teils Lothringens 1871 ins neue Reich. Freilich, dies war hauptsächlich eine Auswirkung der Umsetzung der Annexion. Die in Straßburg befindenden Organen der lutherischen Kirche sollten weiterhin bestehen, aber waren fortan nur für die Kirchengemeinden Elsaß-Lothringens zuständig. Ebenso blieb das ehemalige französische Kirchenrecht in Kraft als reichsländisches Kirchenrecht, nur wurde es nun von deutschen Behörden ausgelegt und angewandt. Im Großen und im Ganzen waren die Elsässer und die Deutschen mit dieser Regelung zufrieden. Die elsässische lutherische Kirche, zum Beispiel, konnte an ihre Traditionen festhalten. Sie hat einige germanisierende Neuerungen, wie die Einführung von staatlichen theologischen Prüfungen, angenommen, da sie sie auch für sinnvoll hielt. Andere Vorschläge dagegen, z.B. den von Eisenacher Konferenz befürworteten Buß- und Betttag, wurden abgelehnt, da sie als nicht mit der elsässischen Tradition vereinbar galten. Schließlich, gleichwie die Stellung des Reichslandes im Reich immer eine Ausnahme bildete, so blieb die elsässische lutherische Kirche nur eine unvollkommene Landeskirche. Die französischen Elemente ihrer Tradition beunruhigten dauernd die Staatsmänner des Kaiserreichs. Darüber hinaus, sogar nachdem die reichsländische Regierung 1879 nach Straßburg versetzt worden war, wurden die Rechte des Staates gegenüber der Kirche nahezu ausschließlich von Altdeutschen ausgeübt. (Anthony J. Steinhoff).

AUTEUR

ANTHONY J. STEINHOFF

Professeur régulier au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal